

# CHRISTOPHE HANSEN

Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural

## « La PAC de demain doit être mieux ciblée, plus simple et plus efficace pour faciliter la transition vers la durabilité »

Un nouveau commissaire européen à l'Agriculture a pris ses fonctions, en novembre. Christophe Hansen, fils et frère d'agriculteurs, présente un soutien indéfectible à la Politique agricole commune de l'Union européenne. A quelques jours du Salon de l'agriculture français où il se rendra avec « plaisir », le commissaire luxembourgeois nous a fait part de sa vision pour l'avenir de l'agriculture européenne.

Interview réalisée par Adèle Hospital

**V**ous avez pris vos fonctions de commissaire européen à l'Agriculture en novembre dernier. Quelles sont vos priorités en ce début d'année 2025 ?

Au cours de mon mandat, je souhaite discuter directement avec les agriculteurs et les écouter sur les problèmes auxquels ils font face et les solutions qu'ils envisagent. Je me rendrai dans les exploitations agricoles des États membres pour les rencontrer. Depuis début décembre, je suis déjà allé en Belgique, Autriche, Allemagne et Irlande. J'aurai aussi le plaisir de me rendre au Salon de l'Agriculture à Paris pour la première fois de mon mandat, ce qui est toujours un moment marquant pour le secteur et sa visibilité. Sur la base du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE, j'ai lancé en décembre le Conseil européen de l'agriculture et de l'alimentation, un organe consultatif représentant les acteurs de l'ensemble de la chaîne alimentaire, dont bien évidemment les agriculteurs, et de la société civile, que je présiderai. Le dialogue est pour moi très important. Je ne souhaite pas imposer de règles au sommet, mais écouter tous les points de vue et m'engager de manière générale. Au cours des 100 premiers jours de mon mandat, je présenterai une Vision de l'agriculture et de l'alimentation, façonnée par un large éventail de perspectives de tous les acteurs concernés. Je veux vraiment surmonter la polarisation qui a caractérisé ces dernières années sur les questions agro-alimentaires.

**Vous vous présentez comme un fervent défenseur de la Politique agricole commune et avez soutenu la réforme de la PAC afin de mieux cibler l'aide financière. A quoi devrait ressembler la PAC de demain ?**

Nous devons nous demander : quelles sont les conditions qui permettront aux agriculteurs de continuer à gérer leurs terres de manière compétitive et durable, dans la dignité, et de vivre de leurs exploitations aujourd'hui, demain et en 2040 ? Je veux déjà simplifier les politiques et alléger le poids administratif qui pèse sur les épaules des agriculteurs. En matière de subventions, nous devons trouver le juste équilibre entre incitations, investissements et réglementation. En bref, la PAC de demain doit être mieux ciblée, plus simple et plus efficace pour faciliter la transition vers la durabilité. Tout cela tout en garantissant la productivité pour assurer notre souveraineté alimentaire. Comment attirer sinon plus de jeunes vers la profession ? Nous devons aussi faire davantage pour promouvoir les investissements. Je travaille avec la Banque européenne d'investissement sur ce point-là, car les agriculteurs ont besoin de

garanties pour pouvoir investir sereinement et innover.

**En France, selon l'Insee, 55 % des agriculteurs partiront à la retraite d'ici 2030. Une situation que l'on retrouve dans d'autres pays de l'Union européenne. Comment assurer un renouvellement de la profession ?**

Le renouvellement des générations et le soutien aux jeunes agriculteurs sont des questions qui me tiennent à cœur. En effet, seuls 12 % des agriculteurs européens ont moins de 40 ans et l'âge moyen est d'environ 57 ans. C'est pourquoi je prête une attention particulière aux besoins et aux préoccupations des jeunes lors de la mise en œuvre de la PAC actuelle et je ferai du renouvellement des générations un point central de la nouvelle orientation de la politique agricole de l'UE. Un jeune agriculteur a besoin d'un revenu équitable, de sols fertiles, d'un accès à la terre et au capital, des bonnes compétences, de la technologie et du matériel de sélection innovant, de systèmes de production végétale et animale résilients qui répondent également aux demandes des consommateurs et produisent de manière durable dans des zones rurales attrayantes. Sur cette base, j'élaborerai une stratégie de renouvellement des générations. Elle comprendra des mesures concrètes et innovantes pour mieux surmonter les principaux obstacles au renouvellement des générations, notamment l'accès à la terre, au crédit et aux connaissances. Cette stratégie visera à permettre aux jeunes agriculteurs de consacrer pleinement leur esprit d'entreprise et leur potentiel d'innovation à l'avenir du secteur. Bien sûr, l'Union européenne seule n'a pas toutes les compétences pour faire face à ces défis et c'est tous ensemble, avec les pays et même parfois les autorités régionales que nous devons travailler.

**Horaires étendus, absence de vacances, revenus parfois très bas. Les conditions difficiles du métier d'agriculteur participent sûrement à détourner les jeunes de cette profession. Comment améliorer les conditions de travail des agriculteurs ?**

Je suis fils et frère d'agriculteur. Je sais donc ce que cela implique de travailler dans la production agricole et quels sont les défis. C'est pourquoi je présenterai un deuxième paquet de simplification après celui de l'année dernière, et celui-ci doit être plus ciblé, et ne pas simplement profiter aux administrations nationales. Les agriculteurs doivent sentir la différence en ce qui concerne leurs formalités administratives. En plus, un agriculteur est



à mes yeux un entrepreneur et nous devons rendre cet entrepreneuriat et la position qu'il occupe dans la chaîne de valeur plus attrayants, afin que les agriculteurs tirent un revenu décent de leur travail. Sinon, personne n'acceptera ce travail. Créer les conditions pour inverser les tendances négatives, en veillant à ce que l'agriculture reste une vocation viable et attrayante dans les décennies à venir, sera le principe central de la vision que je présenterai prochainement. La question de la santé mentale dans la profession et les zones rurales est un sujet sur lequel j'aimerais aussi travailler. J'ai vu mon frère agriculteur s'épuiser à la tâche jusqu'à avoir un accident mortel. L'isolement, le stress, la surcharge de travail, ce sont des réalités dans la profession mais nous ne devons pas les considérer comme normales et s'y habituer.

**Le rejet de l'accord de libre-échange UE-Mercosur était au cœur des revendications des agriculteurs français, belges et néerlandais notamment, manifestant au début et à la fin de l'année 2024. L'accord a finalement été ratifié le 6 décembre. L'organisation européenne des syndicats agricoles majoritaires a appelé « les États membres et le Parlement européen à se mobiliser contre cet accord ». L'accord peut-il encore être bloqué ? Que répondre à la colère des agriculteurs ?**

J'entends les préoccupations des agriculteurs. La frustration qu'ils expriment est également le résultat de diverses réglementations qui leur sont appliquées au fil des ans, du sentiment d'être injustement traité par rapport aux agriculteurs du reste du monde, et du travail de jour et de nuit sans aucune reconnaissance de la société. C'est exactement pour cette raison que je vais présenter mes mesures de simplification et que j'ai déjà présenté en décembre des propositions législatives pour améliorer leur position dans la chaîne agroalimentaire, en renforçant par exemple les organisations de producteurs ou en rendant les contrats écrits obligatoires. Sur le Mercosur, nous devons prendre en compte la situation géopolitique dans laquelle nous nous trouvons, qui comporte de nombreuses incertitudes. Dans ce contexte, nous avons besoin de partenaires fiables, et qui partagent nos valeurs. Le secteur agroalimentaire de l'UE a besoin du commerce. Nous sommes le premier exportateur mondial de produits agroalimentaires.

Nous avons eu une balance commerciale positive de 70 milliards d'euros en 2023 sur les produits agro-alimentaires. Nous pouvons en être fiers. Mais je comprends également le besoin de protéger nos secteurs sensibles. Cet accord, négocié avant mon arrivée à la Commission européenne, a pris cela en compte en établissant des quotas limités pour les produits sensibles comme le bœuf et le sucre. Pour la première fois, la Commission a aussi négocié des garanties bilatérales afin de remédier à d'éventuelles perturbations du marché et d'interrompre temporairement les préférences tarifaires. L'accord conclu avec les pays du Mercosur, qui doit encore, je le rappelle, être ratifié par le Parlement européen et les États membres, améliorera aussi l'accès au marché de plusieurs de nos produits agroalimentaires. Nous devons aussi assurer des débouchés à nos producteurs. L'important pour moi, c'est de poursuivre un dialogue direct avec les agriculteurs sur le terrain afin d'entendre leurs préoccupations de première main et d'y répondre dans la mesure où je le peux.

**D'une manière générale, comment assurer la compétitivité des agriculteurs européens sur le marché international ?**

La diversité est la force de notre agriculture européenne. Nous devons la protéger parce que nous avons besoin de tous les agriculteurs: petits, bios, grands. Ce sont eux dont dépend la compétitivité du secteur. Sur le plan international, nous devons

souligner que l'UE est très bien intégrée dans le système alimentaire mondial, exportant partout, à la fois des produits de grande valeur et des produits de base. L'une de mes priorités est de renforcer la compétitivité du secteur agricole et alimentaire. Nous voulons non seulement être durables, mais aussi compétitifs. Selon moi, des politiques plus simples et l'accès aux outils appropriés sont une nécessité pour une agriculture plus compétitive. Lorsque nous réfléchissons à la compétitivité, nous devons également réfléchir à la nécessité d'investir dans le secteur. La Banque européenne d'investissement a constaté un manque d'investissements dans l'agriculture de 62 milliards d'euros. Le manque d'investissement signifie que la modernisation et l'innovation ne parviennent pas sur le terrain, ce qui nuit à notre compétitivité. J'ai l'intention de travailler en étroite collaboration avec la Banque européenne d'investissement afin de maximiser les sources d'investissement public. J'encourage également vivement les États membres à mieux utiliser les instruments financiers de la PAC ainsi que le soutien à l'innovation de pointe et au transfert de connaissances.

**Parmi les agriculteurs, les paysans bio sont particulièrement en difficulté. Quelles mesures l'Union européenne peut-elle mettre en place pour les soutenir ?**

En produisant des denrées alimentaires de haute qualité à faible incidence environnementale, l'agriculture biologique joue un rôle essentiel dans le développement d'un système alimentaire durable pour l'UE. La part des terres agricoles de l'UE consacrées à l'agriculture biologique a doublé au cours de la période 2012-2020, avec une augmentation annuelle de 5,7 %. En 2020, 9,1 % de la superficie agricole de l'Union était consacrée à l'agriculture biologique. En 2021, la Commission européenne a adopté un plan d'action visant à soutenir l'objectif d'au moins 25 % des terres agricoles de l'UE consacrées à l'agriculture biologique. La part de la surface agricole de l'UE cultivée en biologique et soutenue par la PAC ne cesse d'augmenter et devrait doubler par rapport à la PAC précédente, pour atteindre environ 10 % d'ici à 2027. La Commission continuera d'encourager les États membres à soutenir l'agriculture biologique dans le cadre de la PAC et à mieux répondre aux besoins et aux défis recensés dans le secteur biologique. Enfin, la Commission encourage également les États membres à soutenir la demande de produits biologiques au moyen de campagnes de promotion agricole, de marchés publics de produits biologiques pour les cantines publiques ou d'autres moyens.

**Quelle place occupera le numérique dans l'agriculture de demain ?**

L'histoire de l'agriculture est une histoire de progrès technologiques : du bœuf et de la charrue à la moissonneuse-batteuse. Nous sommes aujourd'hui portés par la technologie numérique, et nous devons saisir cette opportunité. La numérisation, avec l'agriculture de précision, l'analyse des mégadonnées, l'Internet des objets et l'intelligence artificielle, se démarque comme un changement de donne qui peut nous aider à relever de nombreux défis simultanément. Divers fonds et instruments politiques de l'UE soutiennent déjà le développement et l'adoption des technologies numériques dans l'ensemble de la société, y compris dans l'agriculture. La transition numérique dans l'agriculture a déjà commencé, mais nous en sommes encore au début. La Commission adhère aux avancées numériques, en aidant les agriculteurs à utiliser ces technologies pour faire des choses à la fois nouvelles et de meilleure qualité, mais aussi pour simplifier la vie des agriculteurs. Je dois également souligner que la numérisation joue un rôle important dans la modernisation et la simplification de l'administration de la PAC. Nous devons tirer parti des avantages de la technologie et des outils numériques, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte dans cette transition et à ce que même ceux qui n'utilisent pas activement les outils numériques puissent en bénéficier. ●

